

1 :

- Dénoncent et s'osoient en ce qui concerne le projet de loi que soumettent à l'Assemblée nationale les députés de la majorité.

- Nous considérons que :

- la CFDT n'a aucune légitimité à tenter d'influencer un gouvernement dont elle n'est pas membre ;
- son discours culpabilisateur et moralisateur est le prolongement indéniable de celui de Valérie Pécresse qui tente en vain de sonner le glas de la « récréation » ;

- la CFDT négocié sur le dos des salariés de l'enseignement supérieur. Il n'y a que son organisation pour se saisir des " progrès " enregistrés lors de négociations antérieures organisées par le gouvernement pour gagner du temps, mais où rien de sérieux n'était négociable.

Que cette organisation puisse recevoir de beaucoup d'ingénierie dans l'intermédiation des négociations auxquelles elle occupe de participer uniquement seule et sans la légitimité de parler au nom des collègues mobilisés, nous n'en doutons pas.

Que l'on puisse espérer tout ce qui est attendu, sans être en mesure de proposer une action alternative, cela nous semble surprenant pour un syndicat indiquant son désaccord avec le ministre et avec le CPU.

Le communiqué de la CFDT est clairement un appel à cesser le mouvement, dans la droite ligne de la stratégie développée depuis des années : anesthésier les salariés tout en continuant dans le sens du moulin à vent du MEDEF et ses courroies de transmission. Nous n'avons pas oublié la trahison de la CFDT sur les retraites, point culminant d'une longue liste de trahisons des mouvements sociaux.

Nous en proposons pour soulager le courage des résidents signataires qui ont pris la mesure du danger pesant sur l'Université et ont identifié les vrais responsables du blocage actuel. Ils ont fait honneur à leurs fonctions et leur statut d'Université.